



NATIONS
UNIES

EP

UNEP/MED WG.482/24



UNEP



**PROGRAMME DES NATIONS UNIES
POR L'ENVIRONNEMENT
PLAN D'ACTION POUR LA MÉDITERRANÉE**

2 novembre 2020
Original : Anglais

Réunions intégrées des groupes de correspondance de l'approche écosystémique sur la mise en œuvre de l'IMAP
(CORMONS)

Vidéoconférence, 1-3 décembre 2020

Point 7 de l'ordre du jour : Promouvoir l'interface science-politique (ISP) pour la mise en œuvre de l'IMAP

Promouvoir l'interface science-politique (ISP) pour la mise en œuvre de l'IMAP

Pour des raisons de coût et de protection de l'environnement, le tirage du présent document a été restreint. Il est aimablement demandé aux délégations d'apporter leur copie de ce document aux réunions et de s'abstenir de demander des copies supplémentaires.

Note du Secrétariat

L'interface science-politique (ISP) est un élément crucial pour la mise en œuvre efficace du programme de surveillance et d'évaluation intégrées (IMAP). L'intérêt des parties contractantes pour l'application de l'ISP a été exprimé à travers plusieurs décisions de la COP, notamment la décision IG.22/2 sur la Stratégie méditerranéenne pour le développement durable (SMDD) 2016-2015 et la décision IG.22/1 sur la Stratégie à moyen terme (SMT) 2016-2021 du PAM, tandis que les activités de l'ISP sont incluses dans les programmes de travail biennaux du PAM.

Le présent document présente un certain nombre de propositions en vue de promouvoir l'ISP pour la mise en œuvre de l'IMAP, en capitalisant sur les informations provenant de deux sources : a) les recommandations de l'ISP pour soutenir la mise en œuvre de l'IMAP, préparées dans le cadre du projet EcAp MED II ; b) le plan de mise en œuvre de la Décennie des Nations Unies pour les sciences océaniques au service du développement durable 2021-2030 (Décennie des Nations Unies pour les sciences océaniques).

La 7^{ème} réunion du groupe de coordination des écosystèmes a formulé un certain nombre de commentaires soulignant l'importance d'éviter les doubles emplois et la nécessité d'utiliser les structures existantes, ainsi que de tenir compte des pratiques régionales et transnationales existantes qui pourraient servir de modèle. La Réunion a demandé aux parties contractantes de revoir ce document et de fournir un retour d'information concernant les recommandations fournies afin d'alimenter la discussion pour la poursuite de la mise en œuvre de l'IMAP et la préparation du QSR MED 2023 et du prochain cycle de la Stratégie à moyen terme du PNUE/MAP.

La première partie du présent document s'appuie sur les informations tirées des recommandations de l'ISP susmentionnées pour être examinées plus avant par la réunion intégrée du CORMON.

Ces informations sont enrichies des réflexions et des orientations issues de l'atelier régional « La mer Méditerranée dont nous avons besoin pour l'avenir que nous voulons » qui s'est tenu du 21 au 23 janvier 2020 à Venise, en Italie, dans le cadre des préparatifs de la Décennie des Nations Unies pour les sciences océaniques.

La réunion devrait recommander les prochaines étapes en relation avec les sujets spécifiés ci-dessus, en fournissant également une occasion de présenter les liens entre les travaux actuels et la mise en œuvre des activités dans le cadre des projets EcAp MED III et IMAP-MPA. En même temps, les résultats de cette réunion contribueront à la préparation en cours de la nouvelle SMT du PNUE/PAM pour la période 2022-2027.

Table des matières

1. Contexte	1
2. Recommandations pour une ISP appuyant la mise en œuvre de l'IMAP	1
3. Remarques générales sur les ISP	4
4. L'atelier régional sur la Décennie des Nations Unies pour les sciences océaniques au service du développement durable 2021-2030, Venice, UNESCO-IOC, 21-23 janvier 2020	4
5. Recommandations du PNUE/PAM.....	5

Liste des Abréviations / Acronymes

BEE	Bon Etat Ecologique
CAR/ASP	Centre d'activités régionales pour les aires spécialement protégées
CAR/PAP	Centre d'activités régionales du programme d'actions prioritaires
CAR/PB	Centre d'activités régional du Plan Bleu
CE	Commission Européenne
CGPM	Commission Générale des Pêches pour la Méditerranée
COP	Conférence des Parties
CORMON	Groupe de correspondance sur la surveillance
DCSMM	Directive-cadre Stratégie pour le milieu marin
EcAp	Approche écosystémique
ESA	Agence Spatiale Européenne
FAIR	Réalisable ; Acceptable ; Interopérable ; Réutilisable
IMAP	Programme de surveillance et d'évaluation intégrées de la mer et des côtes méditerranéennes et critères d'évaluation connexes
ISP	Interface science-politique
MED POL	Programme d'évaluation et de contrôle de la pollution marine dans la mer Méditerranée
MED QSR	Rapport sur la qualité de la Méditerranée
ODD	Objectifs de développement durable
PAM	Plan d'Action Méditerranéen
PoW	Programme de travail
UE	Union Européenne
UfM	Union pour la Méditerranée
UN DECADE	Décennie des Nations Unies pour les sciences océaniques au service du développement durable 2021-2030
UNESCO-IOC	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture - Commission océanographique internationale

1. Contexte

1. Les ISP dans l'environnement font face à plusieurs défis dus à l'incertitude et à la complexité de l'environnement lui-même, aux différences dans les visions du monde et la prise en compte du temps et des jeux de pouvoir (conflits d'intérêts) entre scientifiques et décideurs. Cependant, toutes les politiques environnementales ont été fondées sur la science car elles ont besoin de preuves scientifiques solides pour être robustes et générer plus d'acceptance et de légitimité pour les interventions politiques.
2. De 2015-2018, Plan Bleu a préparé une série de documents de travail mettant en lumière les lacunes de la science et les besoins de la politique pour les mises en œuvre régionales et locales d'IMAP et a organisé 5 ateliers de renforcement de l'ISP (deux fois consécutifs aux réunions CORMON sur la Pollution et la Biodiversité Marine) réunissant les chefs des projets scientifiques et les experts en charge de la mise en œuvre des politiques environnementales aux échelles nationales et régionales.
3. Sur la base de ces ateliers et du travail de bureau, plusieurs recommandations sur comment rendre les ISP plus efficaces ont été résumés dans deux publications majeures en 2019 :
 - 3 Brochures (SPI to support monitoring implementation plans as well as sub-regional and regional policy developments regarding EcAp clusters on pollution, contaminants & eutrophication, marine biodiversity & fisheries, coast & hydrography) (UNEP/MED WG.467/Inf12) ; non traduit de l'anglais ;
 - Policy-oriented report : Strengthen, structure and sustain a SPI for IMAP implementation in the Mediterranean. (UNEP/MED WG.467/17). Non traduit de l'anglais.

2. Recommandations pour une ISP appuyant la mise en œuvre de l'IMAP

4. Les recommandations présentées dans cette section sont issues de l'analyse des documents, y compris des résultats du projet EcApMED II, et d'une série d'entretiens menés avec les représentants des CARs; les décideurs et les scientifiques, ainsi que d'un sondage en ligne
5. Le but principal d'une ISP pour IMAP est le renforcement des relations entre science et politique, pour améliorer la mise en œuvre d'IMAP en termes de suivi et d'évaluation de l'état de la mer Méditerranée et des zones côtières, en tant que base pour des mesures plus approfondies et/ou renforcées et des politiques éclairées pour atteindre le BEE.
6. ISP pour IMAP : buts spécifiques :
 - Assurer que les résultats des projets scientifiques récents et en cours, consistant en la collecte de données et la production de savoir, soient considérés par les pays et dans les programmes de suivi IMAP régionaux ;
 - Assurer que le processus politique soutient l'articulation des défis politiques en lien avec le suivi et l'évaluation lorsque la contribution scientifique est nécessaire ;
 - Renforcer les liens entre IMAP et d'autres programmes de suivi et la politique au niveau régional et national, pour assurer que leurs résultats soient reflétés dans le développement de politiques régionales en lien avec IMAP, et éventuellement aussi dans les plans de mise en œuvre du suivi EcAp par pays, au-delà de l'UE ;
 - Rendre la communauté scientifique, engagée dans la recherche littorale et marine, plus sensible aux besoins et défis de la politique environnementale au niveau régional et national.
7. D'un point de vue pratique, les objectifs opérationnels suivants ont été identifiés :
 - Refléter les recommandations et les résultats scientifiques pertinents dans les documents préparés par le PNUE/PAM ;
 - Renforcer, structurer et nourrir une Interface Science Politique (ISP) pour la mise en œuvre IMAP en Méditerranée ;
 - Faire le suivi par du matériel de communication ciblé, assurer un partage de connaissance et une contribution scientifique spécifique plus approfondie, aussi bien pour le développement de travaux nationaux (plans de mise en œuvre de suivi), que du développement de politique sous-régionales et régionales ;

- Enfin, il convient de spécifier clairement que les objectifs de l'ISP pour IMAP sont centrés sur et limités à la connaissance et aux dispositions des 11 Objectifs écologiques utilisés pour définir le statut écologique selon les définitions/calculs du BEE et des indicateurs connexes et tout autre savoir qui leur serait pertinent.
8. ISP pour IMAP – Valeurs ajoutées : l'existence de bénéfices mutuels pour les différentes parties impliquées dans une ISP est cruciale. L'exploitation de bénéfices mutuels peut agir en tant que moteur pour la mise en œuvre d'une ISP. L'interaction des parties impliquées dans une ISP permettrait la création d'une "chaîne de décision" vertueuse contribuant au renforcement de la mise en œuvre de politiques environnementales.
9. Valeurs ajoutées IMAP – ISP pour les scientifiques :
- Permettre que les scientifiques soient au courant des besoins et contraintes des décideurs et gestionnaires (ex : en termes de faisabilité d'action)
 - Rendre les scientifiques plus pragmatiques, en réponse aux demandes spécifiques sociétales et politiques, et surmonter les contraintes (qui sont variées : différentes visions, incompréhensions liées à la sémantique et la terminologie, etc.) limitant l'efficacité des échanges entre scientifiques et décideurs.
 - Aider les scientifiques à répondre par eux-mêmes aux appels de proposition de recherche avec des arguments faisant référence à un soutien spécifique des décideurs.
10. Valeurs ajoutées IMAP – ISP pour les décideurs :
- Comprendre la complexité de l'environnement marin et côtier et son évolution pour développer des politiques adaptatives pertinentes.
 - Permettre que les politiques environnementales soient basées sur des connaissances scientifiques solides pour qu'elles soient plus robustes et générer une plus grande acceptation et légitimité des politiques d'interventions
11. Valeurs ajoutées IMAP – ISP pour les gestionnaires / praticiens :
- Renforcer la "gouvernance marine et côtière" dans un contexte d'acteurs multiples prenant en compte les sociétés et les marchés.
 - Coordonner et donner des directives sur les besoins de gestion concrets, s'engager dans la collaboration avec les communautés scientifiques aux niveaux national et régional.
12. Valeurs ajoutées IMAP – ISP pour les secteurs économiques et la société en général :
- Bénéficier d'écosystèmes marins et côtiers en bonne santé et productifs aussi bien pour les activités économiques que pour la société humaine (ex : communautés côtières) ;
 - Politique effective et systèmes de régulation
 - Savoir-faire sur les pratiques environnementales durables pour le commerce
 - Sensibilisation des citoyens sur les pratiques et comportements environnementalement durables
 - Appui scientifique aux exigences de suivi obligatoires dans le cycle politique.
13. ISP pour IMAP - Besoins : De 2015 à 2018, le Plan Bleu a initié une série d'ateliers appelés "Mise en œuvre de l'Approche écosystémique en Méditerranée : renforcement de l'interface Science – Politique". Les discussions menées pendant ces ateliers ont mis en lumière un nombre de besoins pour renforcer les ISP pour IMAP. En 2019, il a été demandé à 8 personnes interrogées de noter la pertinence de ces besoins, qui sont présentés dans les points qui suivent, dans l'ordre (en moyenne) de priorité qu'elles ont attribué :
- Développer de nouveaux projets de recherche qui pourraient inclure spécifiquement une composante ISP et qui guideraient la recherche vers des mesures ou paramètres importants pour les décideurs.
 - Refléter les recommandations et les résultats scientifiques pertinents dans les documents préparés par le PNUE/PAM (par exemple dans son Rapport sur la qualité de la Méditerranée)

- Faire le suivi par du matériel de communication ciblé, assurer un partage de connaissance et une contribution scientifique spécifique plus approfondis, aussi bien pour le développement de travaux nationaux (plans de mise en œuvre de surveillance), que du développement de politiques sous-régionales et régionales.
- Renforcer l'expertise technique dans les ISP en incluant des doctorants et de jeunes professionnels spécialisés en politique et en élaboration de politiques.
- Mener des projets pilotes ISP incluant à la fois des scientifiques et des décideurs à différentes échelles sur différents sujets.
- Inclure des chercheurs en sciences sociales dans la recherche de projets pour faciliter la communication entre scientifiques et décideurs.
- Impliquer d'emblée des décideurs publics dans les projets.

14. Les besoins additionnels suivants ont été suggérés pendant les entretiens :

- Assurer que l'engagement des parties prenantes dans le processus ISP est équilibré et neutre, ce qui implique un engagement précoce et durable de tous les acteurs clefs (scientifiques et décideurs en majorité, mais non exclusifs).
- Un ajustement (ou une adaptation) mutuel des langues des deux composantes ISP pour améliorer la communication : simplifier et adapter le langage scientifique pour améliorer la communication des résultats de recherche auprès des décideurs.
- De manière proactive, communiquer aux scientifiques les besoins et priorités des décideurs, ainsi que sur la disponibilité des ressources, des blocages opérationnels et du calendrier politique, pour comprendre conjointement ce qui est faisable et ce qui ne l'est pas.
- Mettre en avant les implications (pour et contre) socio-économiques des différents choix de gestion environnementales basées sur la connaissance scientifique, en termes de développement économique, création d'emploi, éducation, égalité des sexes, etc.
- Concentrer les activités ISP sur les défis majeurs, mais également prendre en considération les questions émergentes sur l'environnement et le climat.

15. ISP pour IMAP – **Ecarts**. Un certain nombre d'écarts en lien avec les ISP pour IMAP ont été identifiés pendant les ateliers mentionnés précédemment et ils sont notés par les personnes interrogées contactées dans la présente étude. Les écarts sont présentés par ordre décroissant d'importance ci-dessous, étant donné les scores (en moyenne) donnés par les personnes interrogées :

- Répartition spatiale hétérogène de disponibilité de connaissance. Généralement, un écart entre les pays du Nord et du Sud de la Méditerranée peut impacter la robustesse des modèles et des connaissances régionales.
- Une approche du "fonctionnement des écosystèmes". Actuellement la connaissance disponible sur le fonctionnement des écosystèmes marins et côtiers méditerranéens est déficiente, bien que la mobilisation autour de EcAp et de la DCSMM a jusqu'ici été un succès en ce qui concerne le développement de nouvelles connaissances.
- Les résultats scientifiques pour informer différent processus. Les résultats de recherche scientifique ont besoin de converger pour répondre aux besoins des différents objectifs intégrés dans IMAP : (i) suivi, (ii) évaluation intégrée de l'environnement et (iii) révisions plus approfondies d'IMAP.
- Suivi *versus* acquisition de nouvelles connaissances. Il y a une différence importante entre les activités de routine avec un objectif de suivi et des activités scientifiques pour l'obtention de nouvelles connaissances originales. En outre, si un nouveau savoir est considéré pertinent d'un point de vue du BEE, un processus de gestion durable devrait être développé.
- Le manque de connaissance. Les scientifiques dans tous les domaines, ne sont pas en mesure actuellement de fournir la connaissance nécessaire aux décideurs pour appuyer les objectifs pour atteindre le BEE

16. Les écarts additionnels suivants ont été suggérés pendant les entretiens :

- Manque de représentation adéquate des composantes de la science et de la politique au sein des CORMON : les participants aux CORMON ne représentent souvent pas correctement les deux composantes. Ils disposent de certaines connaissances techniques sur le processus IMAP mais dans le même temps il leur manque un mandat précis pour les décisions.

- Manque de capacité financière et limite de disponibilité en ce qui concerne les compétences et outils techniques, qui avaient déjà été signalés comme une limite importante pour les ISP des pays du sud de la Méditerranée.
- Concentration de connaissance sur peu de sujets et manque de diffusion de la connaissance.
- Hétérogénéité des méthodologies, outils et protocoles des systèmes de suivi (en termes d'harmonisation et de standardisation des protocoles de suivi fondés sur les risques et analytiques).

3. Remarques générales sur les ISP

17. La conception et la création d'une ISP n'est pas une fin en soi, mais sert plutôt à soutenir de manière opérationnelle la mise en œuvre de processus de planification et de gestion – dans notre cas bien spécifique centré sur l'environnement marin et côtier et plus spécifiquement sur son suivi et son évaluation - qui sont basés sur un savoir scientifique solide, fiable et précis. Une ISP fournit la manière et les outils pour renforcer et simplifier les interactions entre science et prise de décision/élaboration de politiques en facilitant la transformation de résultats scientifiques en connaissances concrètes, améliorant son adoption par des processus de prise de décision /élaboration de politiques, améliorant une diffusion et une capitalisation plus large de la connaissance scientifique, soulignant les priorités politiques clefs qui requièrent une recherche ciblée et aidant à optimiser les coûts et les avantages mutuels. En ce sens, une ISP est une expérience vivante, qui requiert une vision à long-terme et de la durabilité, et une maintenance et une opération continues.

18. Le rapport produit en 2019 s'est axé sur les moyens et approches possible pour : 1. Structurer, 2. Renforcer, 3. Maintenir une ISP pour la mise en œuvre IMAP et atteindre un BEE en Méditerranée, en fournissant des recommandations connexes aussi bien pour le niveau régional (Mer Méditerranée) que national. Capitalisant sur une large documentation disponible et sur d'autres exemples d'ISP, des recommandations ont été regroupées autour de cinq piliers : formalisation, simplicité, accessibilité, conditions propices, intégration dans des projets.

4. L'atelier régional sur la Décennie des Nations Unies pour les sciences océaniques au service du développement durable 2021-2030, Venice, UNESCO-IOC, 21-23 janvier 2020

19. L'atelier régional « La mer Méditerranée dont nous avons besoin pour l'avenir que nous voulons » s'est tenu du 21 au 23 janvier 2020, à Venise, Italie, dans le cadre des préparatifs de la Décennie des Nations Unies pour les sciences océaniques au service du développement durable 2021-2030 (la Décennie). Cet événement important fait suite aux résultats de la première réunion de planification mondiale qui s'est tenue du 13 au 15 mai 2019 à Copenhague, au Danemark. L'atelier régional méditerranéen a été co-organisé par la Commission océanographique italienne, l'UNESCO-IOC, la Commission européenne, le Programme des Nations Unies pour l'environnement / Plan d'action pour la Méditerranée et la Commission scientifique méditerranéenne. Plus de 150 participants représentant un bon équilibre entre les différentes parties prenantes (gouvernement, communauté scientifique, secteur privé, organisations régionales et internationales) ont apporté une contribution significative à la cartographie des besoins prioritaires et des réponses pertinentes pour la région méditerranéenne dans le cadre de la préparation du plan de mise en œuvre de la Décennie des Nations Unies pour les sciences océaniques au service du développement durable 2021-2030.

20. La Décennie des Nations Unies pour les sciences océaniques au service du développement durable a été proclamée par l'Assemblée générale pour poursuivre deux objectifs primordiaux: produire les connaissances scientifiques et créer les infrastructures et les partenariats nécessaires pour le développement durable des océans et fournir des données et des informations océanographiques pour éclairer les politiques visant à assurer le bon fonctionnement des océans à l'appui de l'ensemble des objectifs de développement durable du Programme 2030.

21. L'atelier régional a été structuré selon les six objectifs sociétaux de la Décennie des Nations Unies, qui ont été traités par six groupes de travail :

- Un océan propre dans lequel les sources de pollution sont identifiées et éliminées ;

- Un océan sain et résilient où les écosystèmes marins sont cartographiés et protégés,
- Un océan prévisible, qui permet à la société de comprendre ses conditions actuelles et futures ;
- Un océan sûr, qui protège les communautés humaines des risques océaniques ;
- Un océan exploité durablement, assurant la fourniture de denrées alimentaires ;
- Un océan transparent avec un accès ouvert aux données, informations et technologies.

22. En outre, un accent particulier était mis sur les questions intersectorielles, y compris le renforcement des capacités et les défis et opportunités du transfert de technologie marine, ainsi que les priorités de communication. Au cours de cette réunion de trois jours, le système du PNUE / PAM a contribué à tous les 6 groupes de travail de l'atelier méditerranéen en ce qui concerne la préparation du plan de mise en œuvre de la Décennie des Nations Unies pour les sciences océaniques au service du développement durable 2021-2030

5. Recommandations du PNUE/PAM

23. Pour que l'océanographie pluridisciplinaire et transdisciplinaire ait un véritable impact sur les économies et les écosystèmes, le PNUE/PAM a formulé des recommandations d'actions explicites et ambitieuses au cours de l'atelier méditerranéen, notamment les suivantes :

- L'environnement méditerranéen doit faire l'objet d'un examen permanent, tandis que les connaissances accessibles concernant la dynamique physique, biogéochimique et de la biodiversité à l'échelle du temps climatique doivent être continuellement mises à jour grâce à un système complet d'observation des océans. Une compréhension quantitative des écosystèmes océaniques et de leur fonctionnement devrait améliorer les mesures de gestion et d'adaptation.
- Une transformation ambitieuse est nécessaire pour : i) relier les nombreuses initiatives, efforts, acteurs, ressources et outils existants pour les sciences marines en Méditerranée et au-delà ; ii) renforcer les synergies, iii) soutenir l'apprentissage du travail en commun, iv) réunir les ressources pour un impact plus fort, et éviter la duplication et la fragmentation.
- Il est nécessaire de reconnaître et de promouvoir le programme de surveillance et d'évaluation intégrées (IMAP) du PNUE/PAM en tant que base pour les pays méditerranéens en vue d'une évaluation harmonisée et commune du milieu marin et côtier, y compris la mise en œuvre de l'ODD 14 et l'établissement de rapports à ce sujet.
- Les connaissances et technologies innovantes les plus pertinentes sont de la plus haute importance pour une surveillance et une évaluation fiable et rentable de l'état du milieu marin. Il est nécessaire à cet effet de : i) promouvoir la recherche interdisciplinaire visant à élucider les impacts des facteurs de stress cumulatifs sur l'océan ; ii) améliorer les critères d'évaluation pour soutenir l'évaluation intégrée du BEE ; iii) renforcer les pratiques optimales de surveillance applicables aux niveaux national et sous-régional, ainsi que l'assurance et le contrôle qualité des données ; iv) compléter la surveillance en temps réel par des techniques de télédétection et de satellite ; v) compléter la base scientifique par une cartographie holistique de l'océan, dans toutes ses dimensions, en s'appuyant sur les indicateurs IMAP et leur interrelation avec les ODD ; vi) soutenir l'utilisation durable des ressources océaniques et la planification fondée sur les écosystèmes en appliquant les outils de GIZC et de PEM ; vii) améliorer les méthodologies pour soutenir la cohérence et mesurer la connectivité des AMP au niveau régional, ainsi que pour soutenir l'introduction du concept d'autres mesures efficaces de conservation par zone au niveau national ; viii) promouvoir la science citoyenne et les expériences innovantes de leur participation à la surveillance des déchets marins qui devraient être encouragées et étendues à d'autres points.
- L'application de techniques et d'outils de modélisation et de prévision avancés est indispensable pour : i) l'intégration des systèmes d'observation et de modélisation des océans ouverts et des océans côtiers ; ii) l'amélioration, la pluridisciplinarité et l'extension des capacités de prévision pour la zone côtière, y compris les changements climatiques avancés et les impacts extrêmes importants qui en découlent.

- Il est important de renforcer la collaboration scientifique et les partenariats pour trouver des solutions afin de faire entrer les sciences sociales dans le débat et de promouvoir la recherche interdisciplinaire pour mieux comprendre les interactions entre la dynamique environnementale et les systèmes humains et sociaux, et leurs implications pour le développement durable. Pour soutenir des interfaces pratiques science-politique mutuellement avantageuses, il est nécessaire d'intégrer la recherche et les données socio-économiques avec la recherche physique et biologique existante, ainsi qu'avec l'observation pour évaluer les pressions et non pas seulement l'état.
- Nos efforts doivent continuer à porter sur les questions émergentes et prioritaires telles que les nouveaux contaminants prioritaires obligatoires et émergents, l'acidification des océans, l'élévation du niveau de la mer, le recours à des solutions basées sur la nature.
- Il est nécessaire d'établir une interaction plus étroite et plus adaptée entre les communautés de recherche et les organismes gouvernementaux chargés de la surveillance, afin de renforcer réellement l'interface entre la science et la politique au niveau national.
- Les collaborations et les financements à long terme doivent être basés sur des institutions et des mandats durables, plutôt que sur des approches de projet segmentées, en particulier dans le cadre du soutien aux pays du sud de la Méditerranée, afin d'établir la confiance et de maintenir la cohérence.
- Des réseaux volontaires de scientifiques et d'experts, tels que le MedECC, pourraient être reproduits dans d'autres domaines thématiques, comme l'évaluation intégrée du milieu marin qui met en relation les facteurs et les impacts des facteurs de stress cumulatifs avec l'évaluation intégrée de l'état du milieu marin et la gestion des aires marines protégées.